



Luxembourg, le 18 décembre 2019
Réf. N° QP-121/19

Monsieur le Ministre
aux Relations avec le Parlement
p.a. Service Central de Législation
L-2450 Luxembourg

Objet : Question parlementaire n°1481 du 14 novembre 2019 de l'honorable Député Mars Di Bartolomeo

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire tenir en annexe notre réponse à la question parlementaire sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

Sam TANSON
Ministre de la Justice

**Réponse de Madame la Ministre de la Justice, Sam TANSON et de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, François BAUSCH,
à la question parlementaire n°1481 du 14 novembre 2019
de Monsieur le Député Mars DI BARTOLOMEO au sujet des infractions de roulage impunies.**

L'honorable Député s'enquiert sur les infractions de roulage impunies commises en Belgique par des chauffeurs de véhicules immatriculés au Luxembourg.

En date du 1^{er} décembre 2019, 429 008 voitures particulières ont été immatriculées au Luxembourg, dont 90 952 au nom d'une personne morale (société). Le pourcentage de voitures particulières appartenant à des sociétés était en conséquence de 21,2%.

Etant donné qu'une grande partie des voitures immatriculées au nom d'une personne morale sont des véhicules proposés en leasing ou en location à longue durée et que l'âge moyen de renouvellement de ces voitures est particulièrement bas par rapport à l'ensemble des voitures immatriculées, il y a lieu de préciser que ce pourcentage augmente à 38,8% en considérant uniquement les voitures ayant moins de 3 ans.

Cependant, il est impossible de déterminer quels secteurs possèdent les flottes les plus importantes, vu que les véhicules sont pour la plupart immatriculés au nom de la société qui propose le véhicule en leasing ou en location à longue durée. En outre, ces véhicules sont également accessibles à des personnes morales dans le cadre du leasing opérationnel (private leasing), ce qui engendre également une inexactitude des ratios indiqués.

La problématique des infractions commises au moyen de véhicules immatriculés au nom de personnes morales se pose surtout pour les infractions commises **(a)** en matière de stationnement et **(b)** en matière de dépassements de la vitesse maximale autorisée constatés par le système de contrôle et de sanction automatisés (ci-après le « CSA »), puisque pour ces deux cas de figure, faute d'interpellation du conducteur du véhicule au moment de la commission de l'infraction, son identité n'est pas déterminée sur place.

a) S'agissant des infractions en matière de stationnement :

- Si le véhicule est immatriculé au Luxembourg, en l'absence de paiement de l'avertissement taxé, c'est le représentant légal de la personne morale qui est poursuivi, sauf s'il fournit les renseignements sur l'auteur de l'infraction. L'identité du représentant légal de la personne morale, respectivement du conducteur responsable, est déterminée au cours de l'enquête par la police qui rédige le procès-verbal et le transmet au Procureur d'Etat.

L'article 14bis de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques prévoit que :

«Le conducteur d'un véhicule est responsable pénalement des infractions qu'il a commises en conduisant ce véhicule.

Si l'auteur d'une infraction à la réglementation sur l'arrêt, le stationnement et le parage est resté inconnu, mais que le véhicule ayant servi à la commettre a été identifié, le propriétaire ou détenteur du véhicule est tenu au paiement de l'avertissement taxé ou de l'amende, à prononcer par la juridiction pénale, à moins qu'il n'établisse l'existence d'un cas de force majeure ou qu'il ne fournisse des renseignements permettant d'identifier l'auteur de l'infraction.

Si le véhicule, au moment de l'infraction, était loué à un tiers, celui-ci est tenu de la même obligation.
»

- Si le véhicule est immatriculé à l'étranger, il n'existe pas de possibilité d'obtenir les informations sur l'identité de la personne (physique ou morale) au nom duquel le véhicule est immatriculé, alors qu'aucune base légale ne permet de demander les renseignements à l'étranger. En effet, le système automatisé institué par la directive 2015/413 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2015 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière, transposée en droit interne par une loi du 19 décembre 2014¹ est limité à un certain nombre d'infractions, dont notamment les excès de vitesse, et ne s'applique pas pour les infractions commises en matière de stationnement.

b) Pour les dépassements de la vitesse constatés par le CSA, l'identité des détenteurs des véhicules immatriculés à l'étranger (personnes physiques ou morales) est déterminée par le biais du système automatisé institué par la directive 2015/413.

Une distinction est à faire entre les dépassements de vitesse qui donnent lieu à une réduction de points sur le permis de conduire ou pour lesquels un procès-verbal doit d'office être dressé, et ceux qui ne donnent pas lieu à une réduction de points sur le permis de conduire et pour lesquelles la procédure de l'amende forfaitaire est d'application.

- Si, à défaut de paiement de l'avertissement taxé, procès-verbal doit être dressé puisque l'infraction constatée donne lieu à une réduction de points sur le permis de conduire et que la personne morale n'indique pas le conducteur responsable, la police locale est chargée, dans le cadre de l'enquête, de déterminer auprès de la personne morale, l'identité du conducteur responsable (qui, en tant que personne pénalement responsable, encourt également la perte de points sur le permis, respectivement une interdiction de conduire judiciaire), ainsi que, le cas échéant, l'identité du représentant légal de la personne morale qui est péuniairement redevable du paiement de l'amende encourue (mais qui n'est pas pénalement responsable et n'encourt ni la perte de points sur le permis, ni une interdiction de conduire judiciaire).

La police procède de la même sorte si l'excès de vitesse dépasse les limites pour lesquelles la procédure de l'avertissement taxé s'applique et que procès-verbal doit d'office être dressé².

Si le véhicule est immatriculé à l'étranger et que la personne morale sise à l'étranger ne fournit pas les indications sur l'identité du conducteur, l'enquête ne peut, pour la plupart des cas, pas aboutir, s'il s'agit de personnes morales ayant leur siège dans des pays éloignés (p.ex. Pologne, Roumanie, Bulgarie). Si le véhicule est immatriculé dans un pays proche, souvent la police réussit à obtenir les informations sur le représentant légal qui est alors poursuivi comme personne péuniairement responsable.

- Si l'avertissement taxé ne donne pas lieu à une réduction de points sur le permis de conduire (avertissements taxés de 49 euros), en cas de défaut de paiement, procès-verbal n'est pas dressé, mais la personne péuniairement responsable encourt alors l'amende forfaitaire correspondant au double de l'avertissement taxé. Si la personne morale au nom de laquelle le véhicule est immatriculé n'indique pas l'identité du conducteur responsable, l'amende forfaitaire est établie au nom de la personne morale, qu'elle soit nationale ou étrangère.

- Voici quelques statistiques pour les excès de vitesse constatés par le CSA qui ont été fournies par la

¹ Mémorial A n° 250 du 23 décembre 2014

² En application de l'article 15, aliéna 5 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques « *L'avertissement taxé est remplacé par un procès-verbal ordinaire: (...) 5) en cas de constatation d'un dépassement de la limitation réglementaire de la vitesse de plus de 50 pour cent du maximum de la vitesse autorisée et d'au moins 20 km/heure par rapport à ce maximum.* »

Police.

Depuis la mise en œuvre du CSA, 34.134 véhicules immatriculés au nom d'une personne morale ont été flashés, dont 25.041 avaient un siège à l'étranger et 9.093 au Luxembourg. Dans 17.213 cas, la personne morale a indiqué un conducteur responsable.

Parmi ces 17.213 cas, dans 12.004 cas, la personne morale qui a fourni les indications sur le conducteur responsable avait son siège à l'étranger et dans 5.209 cas, elle avait son siège à Luxembourg.

Les dispositions légales en cause sont essentiellement les suivantes :

Article 4 de la loi du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés :

« (1) (...) Lorsque la personne figurant, au moment de l'infraction, comme détenteur, ou à défaut comme propriétaire, sur le certificat d'immatriculation du véhicule à l'aide duquel une infraction est commise est une personne morale, la responsabilité pécuniaire prévue à l'alinéa 1 incombe au représentant légal de cette personne morale, sous les réserves prévues au paragraphe 2.

Lorsque le véhicule à l'aide duquel une infraction est commise est loué à un tiers au moment de l'infraction, la responsabilité pécuniaire prévue à l'alinéa 1 incombe au locataire, sous les réserves prévues au paragraphe 2.(...) »

Art. 8bis : Obligation de désignation du conducteur par le représentant légal d'une personne morale.

«Lorsqu'en application de l'article 4, paragraphe 1er, la responsabilité pécuniaire incombe au représentant légal d'une personne morale, ce dernier est tenu de fournir au Centre les renseignements permettant d'identifier le conducteur du véhicule au moment de l'infraction selon les modalités prévues à l'article 8, à moins qu'il n'établisse qu'au moment de l'infraction, le véhicule ne se trouvait pas sous sa garde par l'effet de la soustraction frauduleuse ou du détournement frauduleux ou d'un événement de force majeure. »